



ALAIN CHATILLON

SENATEUR

*Vice-président de la
commission économie*

MAIRE DE REVEL

*PRESIDENT
DE LA COMMUNAUTE
DE COMMUNES
LAURAGAIS
REVEL
SOREZOIS*

Revel, le 17 Octobre 2012

DISPOFI

Monsieur Gilles MANENT

Les Portes d'Espagne

Bât A2

99 Route d'Espagne

31 100 TOULOUSE

N/REF : AC/MCD/ 2012/10

Monsieur le Président,

Par courrier du 11 octobre vous avez bien voulu appeler mon attention sur diverses mesures menées par l'actuel Gouvernement qui vous préoccupent à juste titre en votre qualité d'entrepreneur.

Votre préoccupation porte plus particulièrement sur la suppression du dispositif sur les heures supplémentaires d'une part et sur l'augmentation des cotisations sociales sur l'intéressement d'autre part.

Fervent défenseur des entreprises, ayant été moi-même dirigeant d'entreprise pendant 35 ans, soyez assuré que je saurai me faire l'écho de vos arguments auprès de mes collègues sénateurs. Cette démarche n'est autre pour moi que la continuité du travail que j'ai réalisé en 2010/2011 en ma qualité de Sénateur, rapporteur de la mission commune d'information sur la ré-industrialisation, dont j'ai présenté les conclusions en avril 2011. Pour compléter votre information, vous trouverez ci-joint les propositions issues d'une année de travail, de réunions, d'auditions, au sein de cette mission sénatoriale et de déplacements tant sur le sol français qu'à l'étranger.

J'ai déjà alerté bon nombre de mes collègues sénateurs sur les mesures inquiétantes du PLF 2013. Bien conscients des conséquences dramatiques qu'auraient l'adoption du PLF 2013 en l'état, tant sur la croissance, que sur le pouvoir d'achat des Français, sur le développement des entreprises au niveau national mais également international, nous ne manquerons pas de contrer le Gouvernement lors de l'examen du PLF en séance publique.

Bien cordialement.

Alain CHATILLON

PJ : 1